

Croissance pro-pauvres et développement

Lier croissance économique et réduction de la pauvreté

La recherche d'une croissance favorable aux pauvres, parfois qualifiée de croissance « partagée » ou « inclusive », a été au cœur de la philosophie et de la pratique du développement durant les années 2000. Elle est l'expression de deux préoccupations qui se sont dégagées dans les années 90 : premièrement, les taux de croissance des pays en développement devaient augmenter pour que ces derniers espèrent pouvoir combler le fossé qui les sépare des pays industrialisés; ensuite, il fallait réduire la pauvreté – un but inscrit dans les Objectifs de Développement du Millénaire (ODM).

La définition d'une croissance pro-pauvres a été l'occasion de vifs débats. La croissance est manifestement favorable aux pauvres lorsqu'elle entraîne l'augmentation de leurs revenus. Ce qui est moins clair, c'est jusqu'où leurs revenus doivent augmenter pour que la croissance soit définie comme étant favorable aux pauvres, et comment mesurer cette augmentation. Ces questions font l'objet de nombreuses discussions. Certains favorisent une mesure relative voulant que la croissance soit pro-pauvres uniquement lorsque les revenus de ces derniers croissent plus rapidement que ceux des ménages plus riches. D'autres sont en faveur d'une mesure absolue, qui ne tient compte que de l'amélioration des conditions économiques des pauvres. Une mesure absolue plus exigeante serait que les pauvres voient leurs revenus augmenter à un rythme soutenu – par exemple assez rapide pour atteindre le premier objectif des ODM : la réduction de moitié de la proportion de gens vivant sous le seuil de pauvreté entre 1990 et 2015.

Ce document d'information constitue une introduction à la croissance pro-pauvres. Il passe en revue les concepts de croissance, de réduction de la pauvreté, d'inégalité, de démocratie et de responsabilité dans le contexte de la croissance pro-pauvres. Il commente aussi les implications d'une approche



Transport de matooke (bananes) vers le marché depuis un village mal desservi, en Uganda

de croissance pro-pauvres sur les politiques générales et les outils disponibles pour exécuter les stratégies qui y sont attachées.

Les concepts clés du débat sur la croissance pro-pauvres

Croissance. La croissance peut jouer un rôle essentiel dans la réduction de la pauvreté. Une croissance économique rapide, par exemple, a grandement aidé à réduire la pauvreté en Extrême-Orient, où la proportion des gens vivant dans une pauvreté extrême est passée de 33 % en 1990 à 9,9 % en 2004; et en Asie du Sud-Est, où la proportion est passée de 41 % à 29,5 % durant la même période. Par ailleurs, en Afrique sub-saharienne où la croissance économique a été globalement lente, la proportion des gens vivant dans une pauvreté extrême n'a diminué que légèrement, de 47 % en 1990 à 41 % en 2004.

Les poussées de croissance rapide sont un phénomène observé partout dans le monde. Ce qui est moins commun dans le monde en développement, c'est la capacité des pays de prolonger les épisodes de croissance. Politiques et institutions jouent un rôle clé dans la mise en place d'un environnement favorable à une croissance soutenue. En effet, le secret réside souvent dans la mise en place des bonnes « règles du jeu », dépendant largement

Points clés

- La croissance économique est un élément nécessaire, mais non suffisant à la réduction de la pauvreté
- L'efficacité de croissance comme vecteur de réduction de la pauvreté dépend de l'accès aux marchés pour les pauvres
- Il n'existe pas de recette universelle pour stimuler croissance et réduction de la pauvreté – chaque pays doit mener sa propre analyse approfondie

Overseas Development Institute

ODI est le principal think tank indépendant du Royaume-Uni sur le développement international et les questions humanitaires.

ODI Briefing Papers présentent information, analyse et recommandations politiques clés sur les grands thèmes du développement et de l'aide humanitaire. Ce document et les autres ODI Briefing Papers sont disponibles sur le site internet www.odi.org.uk

Encadré 1 : Augmentation de la pauvreté en Ouganda malgré la croissance économique

- Au cours des années 90, la croissance en Ouganda allait de pair avec une diminution du taux de pauvreté; toutefois, depuis 2000, la croissance économique n'est plus accompagnée d'une réduction la pauvreté. Malgré la hausse de la consommation moyenne par personne, l'incidence de pauvreté en Ouganda a augmenté entre 1999 et 2003.
- Non seulement le nombre de pauvres a augmenté, mais ceux ci sont devenus de plus en plus pauvres. Il y a eu une baisse des dépenses effectuées par les ménages situés en bas de la courbe de répartition des revenus. Plus particulièrement, il a été observé une baisse de la consommation de denrées sensibles à la pauvreté, telles que la viande, le poisson et le sel. Les salaires ont également baissé.
- Les causes semblent être un ralentissement de la croissance agricole; une baisse des prix alimentaires en 2001-2002, qui a affecté les pauvres de l'Ouganda lesquels sont pour la plupart, des producteurs nets de denrées alimentaires; et peut-être aussi une coopération réduite à au sein des ménages, alors que les habitudes de consommation sont de plus en plus individualisées, surtout chez les hommes.
- Le Chronic Poverty Research Centre en Ouganda suggère les orientations suivantes : des mesures de sécurité sociale pour réduire la vulnérabilité des pauvres et leur permettre de continuer de participer à l'économie; la mise en place de programmes de cantines scolaires et de bourses d'études post-primaires pour les enfants de ménages touchés par une pauvreté chronique, visant à l'amélioration du taux de rétention scolaire; la mise en application des lois renforçant les droits des femmes en matière de propriété foncière, d'actifs et d'héritage; et l'appui aux petites exploitations agricoles.

Sources : Bird et Shepherd (2006) et Chronic Poverty Research Centre – Ouganda (2005).

des politiques et institutions. Au fond, une croissance soutenue exige que politiques et institutions permettent, d'une part, des conditions stimulant davantage l'investissement et, d'autre part, l'augmentation de l'utilisation et de la productivité et du travail dans toute l'économie. Elle requiert la facilitation des facteurs qui contribuent à la croissance et dont les principaux éléments sont : stabilité macroéconomique, des institutions basées sur une bonne gouvernance, et un climat propice à l'investissement où les droits de propriété et l'efficacité des marchés sont protégés.

Bien que ces principes d'ensemble soient largement acceptés, les moyens précis de mettre en place les conditions de la croissance ne sont pas si évidents. Par exemple, alors que les institutions sont de plus en plus perçues comme la pierre angulaire de la croissance, la forme de l'institution n'a pas autant d'importance que son mode de fonctionnement lequel, par ailleurs, dépend fortement du contexte. Les droits de propriété en Chine et en Russie durant les années 90 sont un exemple typique. En Chine, les droits de propriété étaient ambigus et mal définis. Cependant malgré l'absence de fondations juridiques réelles, les investisseurs nationaux et étrangers n'ont pas été dissuadés d'investir car ils ne croyaient pas que leurs investissements seraient expropriés. En Russie, bien que les lois définissent clairement les droits, de nombreux investisseurs potentiels n'ont pas été rassurés. Dans les deux cas,

les facteurs les plus importants étaient les moyens informels de faire respecter les droits de propriété.

De plus, les moteurs de la croissance économique peuvent changer à mesure que les économies se développent. Michael Porter (Porter, Sachs et McArthur, 2001) propose un modèle en trois étapes : au début, la croissance démarre avec la mise au travail de facteurs de production inutilisés et sous-utilisés (comme la main-d'oeuvre, et – pour l'agriculture – les terres); ensuite, le défi est d'utiliser plus efficacement les facteurs de production; et enfin le prolongement de la croissance dépend de l'innovation. Différents enjeux surgissent à chaque étape, et certains pays pourraient voir leur croissance stagner s'ils ne reconnaissent pas la nature changeante des défis auxquels ils sont confrontés, et, en conséquence les différentes exigences pour les institutions et les politiques.

Comprendre comment stimuler la croissance et comment la rendre favorable aux pauvres n'est pas chose aisée. Une étude de la Banque Mondiale (2004) tirait la conclusion que sa propre compréhension de la croissance, était « partielle et incomplète ». Il ne faut pas s'en étonner puisque le développement implique des transformations sociales parfois brutales, accompagnées d'inflexions majeures dans les tendances, comportements et institutions passés. Ces transformations peuvent engendrer beaucoup d'incertitude. Par conséquent, il semble que seule une analyse minutieuse des contextes nationaux particuliers permette d'identifier des moyens de stimuler la croissance. Comme mentionné par Sala-i-Martin (Snowdon, 2006), chaque pays doit bâtir ses propres institutions propices au développement des marchés. Le développement économique des pays et régions se fait avec différents et parfois surprenants ensembles de règles et institutions. Par exemple, le décollage de la croissance, s'est opéré suivant des conditions très différentes pour le Royaume-Uni, le Japon, les « tigres asiatiques » et la Chine. De nombreux économistes n'auraient jamais parié que le modèle chinois du capitalisme fonctionnerait.

Réduction de la pauvreté. Il n'y a qu'une faible corrélation entre croissance économique en tant que telle, et réduction de la pauvreté. Ravallion (2004) a établi qu'une augmentation moyenne de 1 % du revenu par habitant peut entraîner une réduction de l'incidence de la pauvreté en terme de revenus allant jusqu'à 4 %, mais pouvant aussi être inférieure à 1 %, selon le pays et la période. Manifestement, le mode de croissance a son importance, tout comme le rythme de la croissance.

La Figure 1 illustre l'incidence variable de la croissance sur la réduction de la pauvreté, à l'aide des indices de croissance économique et de pauvreté dans les états indiens. Bien qu'il semble qu'une croissance plus rapide soit associée à une réduction des taux de pauvreté, on constate malgré tout de fortes divergences à cette relation : l'Haryana et le Punjab ont connu une croissance rapide sans toutefois véritablement réussir à diminuer la pau-

veté : l'Andhra Pradesh et le Kerala ont atteint une réduction de la pauvreté plus rapide malgré une croissance plus lente.

Ceci nous amène à poser la question : pourquoi les bénéfices de la croissance n'arrivent-ils pas toujours jusqu'aux pauvres? Dans une économie de marché, les réponses résident dans le degré d'accès des pauvres aux marchés et leurs conditions de leur participation à ces marchés, y compris les facteurs suivants :

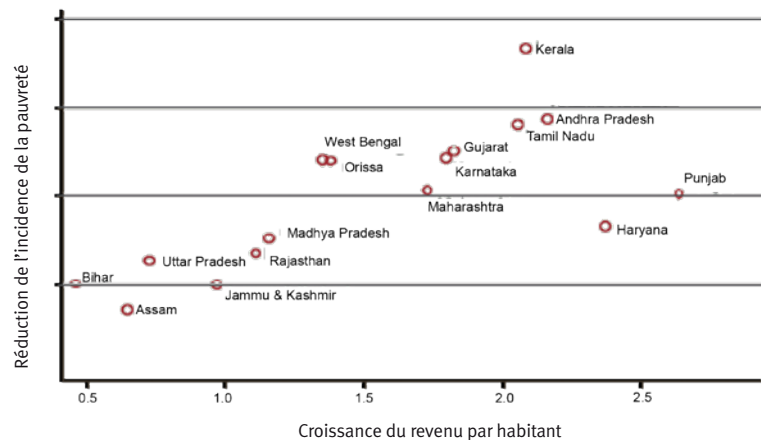
- l'absence d'accès physique : certaines personnes sont effectivement incapables de profiter des possibilités économiques en raison de coûts élevés pour atteindre les marchés;
- des marchés déficients : c'est souvent le cas pour les marchés du crédit, du foncier et du travail. Les dysfonctionnements de ces marchés empêchent les pauvres d'obtenir les ressources nécessaires pour investir et innover;
- Un capital humain trop limité: les pauvres disposent souvent de faibles niveaux d'éducation de base et de formation professionnelle, ils souffrent d'avantage de problèmes de santé. Ces handicaps laissent souvent les pauvres dans l'incapacité d'obtenir des emplois mieux rémunérés;
- l'exclusion : des discriminations basées sur la race et l'ethnicité, la langue, la religion, la caste, et le sexe interdisent l'accès aux emplois et aux services publics à certains individus.

Comme les pauvres sont plus vulnérables aux aléas, il est plus risqué pour eux d'investir, d'innover, de se spécialiser ou de tenter de profiter de possibilités économiques. En fait, les chocs subits par les pauvres n'ayant pas les moyens de les encaisser ont souvent pour conséquence d'aggraver leur pauvreté, les privant de ressources et réduisant leur accès au travail.

Inégalités. Les inégalités peuvent être un problème en soi, elles contribuent souvent à miner la confiance des pauvres à alimenter le malaise social. Elles peuvent aussi réduire la croissance les pauvres étant exclus de marchés du crédit déficients, ou de rapports de force qui permettent au lobbying des riches d'engendrer des distorsions dans les politiques à leur profit. Lorsque les inégalités sont élevées, la croissance est un facteur moins efficace de réduction de la pauvreté. Inversement, les inégalités peuvent également être un frein à la croissance économique. De telles situations émergent souvent lorsqu'un accès inégal aux opportunités économiques est ancré dans des facteurs sociaux. Ces inégalités privent les pauvres d'accès aux ressources qui leur permettraient de bâtir leur gagne-pain. Ils voient souvent leur accès réduit à des marchés défaillants, ou pire, en sont franchement exclus, victimes de discriminations. Les pauvres ne sont pas les seuls à souffrir de ces inégalités, l'ensemble de l'économie en souffre, puisqu'elle est privée d'une contribution importante des travailleurs pauvres.

L'inégalité entre hommes et femmes est aussi

Figure 1: Réduction de la pauvreté et croissance moyenne des revenus pour les états indiens, 1960-2000



Source: Besley et al., International Policy Center (2007)

un facteur à considérer : les femmes sont moins scolarisées que les hommes presque partout en Afrique et en Asie. Elles doivent assurer presque tous les soins aux enfants; et sont souvent confrontées à des obstacles sur le marché du travail. Par ailleurs, il existe dans de nombreux pays en développement d'importants écarts concernant la prestation des services éducatifs et des soins de santé entre les régions rurales et urbaines : les populations rurales sont désavantagées.

Souvent, des inégalités existent aussi entre les régions, comme en témoigne la Figure 1 sur les états indiens.

Implications politiques

Il n'existe pas de recette unique pour promouvoir les conditions d'une croissance pro-pauvres. Néanmoins, il se dégage certains grands principes permettant de faciliter une telle croissance.

La croissance économique est stimulée par des conditions favorables à l'investissement et à l'augmentation de la productivité. Ceci nécessite par ailleurs une macro-économie stable; des institutions qui garantissent les droits de propriété, favorisent une baisse des coûts de transaction sur les principaux marchés et qui permettent une production organisée dans les secteurs privé et dans les collectifs. Cela requiert également une gouvernance suffisamment solide pour que les politiques soient prévisibles, pour assurer un contrôle sur la corruption et les excès de rente et de monopole, et enfin pour garantir la prestation de services publics.

La réduction de la pauvreté est favorisée par plusieurs conditions : l'accès physique aux marchés facilité pour les pauvres, surtout dans les régions qui accusent des retards; des mesures remédiant aux déficiences des marchés à l'égard de facteurs comme le crédit, qui constituent des obstacles pour les gens cherchant à obtenir les ressources pour investir et innover; des investissements dans l'éducation et la santé de toute la population, en

Encadré 2: Outils d'analyse pour aider à éclairer les politiques favorables aux pauvres

- Le **diagnostic de la croissance économique**, proposé par Hausmann, Rodrik et Velasco, peut aider à déterminer les facteurs qui limitent la croissance économique. Cette méthode permet d'établir si la faiblesse des investissements et de l'entrepreneuriat peut être attribuée au fait que le capital nécessaire est trop élevé, ou bien au fait que le rendement escompté des investissements n'est pas assez important. Certains facteurs contribuent à chacune de ces causes. Cette méthode permet de d'articuler une suite d'enjeux à examiner, conduisant à mettre en évidence les facteurs clés limitant la croissance.
- Les **courbes d'incidence de la croissance économique** détaillent le taux de croissance des revenus au cours d'une période donnée pour les ménages appartenant à chaque tranche (centième) de la population, et pour une période donnée. Ces diagrammes sont établis à partir de données tirées d'enquêtes de ménages. Elles sont des outils puissants permettant de d'illustrer clairement la typologie de la croissance économique ainsi que les différents effets qu'elle a sur les pauvres, en comparaison avec les autres classes de la population
- L'**analyse économique intégrée**, mise sur pied par l'Agence Suédoise de Coopération au Développement International (ASDI), permet de regrouper l'analyse des marchés du travail, de l'environnement économique et des données macroéconomiques pour établir les contraintes sur la croissance économique et la réduction de la pauvreté.
- L'**évaluation de l'impact de la pauvreté**, favorisée par le Réseau du Comité d'Assistance au Développement (POVNET) responsable de la réduction de la pauvreté, est une méthode simplifiée d'analyse d'impact social économique de la pauvreté. Elle cible plus particulièrement l'étude de l'impact des politiques publiques sur la réduction de la pauvreté.
- L'**analyse participative de la pauvreté** permet l'utilisation de données qualitatives pour mieux comprendre les processus qui sont à l'origine à la pauvreté et de sa persistance. Elle s'appuie notamment sur les perspectives des populations pauvres. Cette analyse permet aux pauvres d'exprimer leur point de vue et contribue à soutenir leur participation et pouvoir dans les affaires publiques. Les résultats de l'analyse sont de plus en plus mis à profit dans le cadre des discussions sur l'élaboration de stratégies de réduction de la pauvreté de la deuxième génération.

particulier des femmes, des populations rurales et isolées, et des groupes victimes de discrimination; et enfin la lutte contre la discrimination, surtout dans l'accès aux services publics et aux emplois.

Investir dans la santé et l'éducation, ainsi que la lutte contre la discrimination, peut également aider à réduire les inégalités dans l'accès aux opportunités économiques. Les politiques redistributives comme la sécurité sociale – le transfert de revenus ou de biens aux ménages en fonction de leur revenu et de leur situation familiale – peuvent contribuer à réduire les inégalités et par conséquent, favoriser la croissance économique. Les mécanismes de protection sociale réduisent la vulnérabilité des ménages, leur permettant de saisir les occasions qui se présentent malgré les risques. Protégés par de tels mécanismes, les pauvres sont alors plus enclins à diversifier les cultures ou investir dans toute autre activité favorable à la croissance et qui puisse les amener à sortir de la pauvreté.

Que peut-on faire pour les régions qui accusent les retards les plus sévères? Elles sont souvent isolées, pauvres en ressources naturelles, et montrent un taux élevé de pauvreté. Une stratégie serait de corriger tout les désavantages systémiques touchant ces régions dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des autres services publics. Une autre stratégie serait d'améliorer les voies d'accès menant à ces régions pour y stimuler le développement de l'agriculture et des entreprises, réduisant ainsi les coûts de transport vers les marchés éloignés et les coûts des biens importés. Évidemment, le désenclavement, y favoriserait certainement la migration depuis ces régions, mais il est tout de même susceptible d'y améliorer de façon importante le bien-être des ménages pauvres.

Ces mesures de croissance et de réduction de la pauvreté devraient se renforcer mutuellement

et stimuler considérablement une croissance pro-pauvres. Les politiques devraient-elles toutefois être plus ambitieuses et essayer d'orienter le type et la géographie de la croissance? Par exemple, devrait-on prendre des mesures spécifiques pour encourager l'investissement dans des régions et des secteurs où les pauvres vivent et travaillent?

Cela semble relever du bon sens. Néanmoins, la façon de procéder est moins évidente, et peut parfois se réduire à s'assurer que ces régions et ces secteurs ne sont pas désavantagés par des effets de distorsion résultant de politiques publiques et des déficiences des marchés. Bien souvent, en raison de la capacité limitée de leur secteur public, les pays les moins développés ne peuvent se permettre pareilles ambitions, qui risqueraient de les détourner de leurs priorités ou de diluer l'impact de leurs efforts.

Plus radicalement, peut-on réduire la pauvreté en effectuant des transferts de revenu à grande échelle, des mieux nantis aux plus démunis? Même lorsque c'est possible au plan politique, il y a peu ou pas d'exemple de cas où pareille intervention a entraîné une réduction soutenue de la pauvreté. L'histoire suggère plutôt que la réduction substantielle de la pauvreté dans la plupart des pays de l'OCDE durant le vingtième siècle peut être attribuée à une croissance économique à long terme avec de modestes transferts de revenus. Une redistribution plus radicale, craint-on, pourrait réduire la motivation à investir, à innover et même à travailler, ralentissant par conséquent la croissance économique.

Élaboration de politiques

Les décideurs doivent trouver la bonne combinaison et bonne séquence de mise en place de ces politiques économiques et sociales pour faciliter la croissance pro-pauvres. À court terme, avec des

ressources limitées, il se dégage souvent des compromis. Mais les mesures à adopter sont souvent complémentaires et une approche globale est généralement plus efficace qu'une approche spécifique.

Les stratégies doivent-elles cibler les pauvres ou porter sur les conditions générales? Il n'y a pas de réponse claire à cette question; la nature des politiques prioritaires déterminera dans une large mesure s'il faut adopter une approche globale ou ciblée. Comme les principes décrits précédemment l'indiquent, la plupart des mesures en faveur de la croissance économique s'appliquent à tous, alors que les mesures pour la protection sociale et contre la discrimination cibleront habituellement des groupes et des enjeux particuliers. L'application de ces principes exige des stratégies adaptées aux circonstances locales et au contexte.

Démocratie et responsabilisation. En accordant une plus grande importance à l'avis de la majorité, notamment les pauvres, lors d'élaboration de politique, on favorisera une formulation de politique de meilleure qualité et on encouragera la responsabilisation des états. Cela se traduit par des pressions accrues pour la prestation de services publics efficaces et efficaces. Cela dit, il est difficile de définir comment accroître la représentation et le pouvoir des pauvres. Certes, la démocratisation et la décentralisation des institutions publiques facilitent la tâche, mais cela peut également s'avérer insuffisant.

Bien que la représentation des pauvres soit souhaitable pour les premières phases de développement, elle peut ne pas être réalisable. Elle peut même ne pas être nécessaire pour réduire la pauvreté. La Chine offre un bel exemple de réussites dans le domaine du développement, ayant conduit à des avancées favorables aux pauvres, mais qui découlent essentiellement de projets menés par les élites progressistes. En fait, le chemin qui mène à l'amélioration de la gouvernance est long, difficile et

si ancré dans les situations et les contextes locaux qu'il est difficile de définir les étapes à suivre en fonction de principes généraux. Comme c'est le cas pour la croissance économique et la réduction de la pauvreté, il semble qu'au chapitre de l'amélioration de la gouvernance, rien ne peut remplacer l'analyse approfondie de chaque cas.

Pour conclure, une croissance économique favorable aux pauvres ne peut être établie au moyen d'un plan général. L'adaptation des principes aux circonstances locales est essentielle, et compte tenu de la complexité du fonctionnement des économies et des sociétés, il est improbable que la mise en œuvre scrupuleuse d'une stratégie donnée, si minutieusement planifiée soit-elle, conduise à une réussite totale. Les élaborateurs de politique doivent donc régulièrement suivre les résultats obtenus dans les secteurs de la croissance économique, de la réduction de la pauvreté, de l'égalité entre les sexes et de la gouvernance, et s'efforcer d'affiner leurs politiques à mesure que des leçons sont retenues. À titre d'exemple, la Chine n'a pas fixé la conjoncture de sa croissance économique grâce simplement aux réformes en 1978 et 1979. Ces dernières ont été modifiées et complétées par d'autres politiques élaborées par ailleurs.

Écrit par Steve Wiggins, ODI Research Fellow (s.wiggins@odi.org.uk) et Kate Higgins, ODI Research Officer (k.higgins@odi.org.uk). Une version précédente de cet article de synthèse a été présentée lors d'un atelier de formation sur la croissance pro-pauvres, organisé par OECD POVNET et Train4Dev, et financé par DTZ, SDC et IrishAid.

Traduit par l'ACDI avec la permission des auteurs.

Documents de référence

Bird, K. et Shepherd, A., « Poverty and Inequality in Uganda: What Do Stakeholders Think? », Overseas Development Institut, Londres, 2006.

Chronic Poverty Research Centre, Uganda Chronic Poverty Report, Kampala: Chronic Poverty Research Centre – Development Research and Training, Ouganda, 2005.

Hausmann, Ricardo, Dani Rodrik et Andrés Velasco, 2006, « Établir le bon diagnostic. Une nouvelle approche de la réforme économique », *Finance & Development*, 43 (1), 12–15

International Policy Centre, « Poverty in Focus: Analysing and Achieving Pro-Poor Growth », International Policy Centre, Brésil, 2007.

Porter, M. E., Sachs, J. D. et McArthur, J. W., « Competitiveness

and stages of Development », *Global Competitiveness Report 2001*, Forum économique mondiale, Genève, 2001.

Ravallion, M., « Pro-Poor Growth: a Primer », Groupe de recherche sur le développement de la Banque mondiale, Washington, DC, 2004.

Snowdon, B., « The enduring elixir of economic growth. Xavier Sala-i-Martin on the wealth and poverty of nations », *World Economics*, 2006, 7 (1), p. 73-130.

World Bank, « The growth experience. What have we learned from the 1990s? A background note », Réseau de la réduction de la pauvreté et de la gestion économique, Banque mondiale, Washington, DC, 2004.

Crédit photo: Kate Bird/ODI



Overseas Development Institute

111 Westminster Bridge Road, London SE1 7JD

Tél: +44 (0)20 7922 0300

Fax: +44 (0)20 7922 0399

Email: publications@odi.org.uk

Les lecteurs sont invités à citer ou à reproduire les informations contenues dans les Énoncés de projet d'ODI pour leurs propres publications. Cependant, dans ce cas et en tant que détenteur des droits d'auteur, ODI requiert que la propriété de ses idées soit reconnue explicitement et qu'une copie de la publication lui soit transmise. Les opinions exprimées dans ce document sont celles de l'auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement les opinions d'ODI.

© Overseas Development Institute 2008

ISSN 0140-8682